

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article87>



Doléance du CVLML pour un grand service public d'Education, national, unifié,



laïque gratuit et renouvelé

s : Écrivez vous-mêmes vos exigences en répondant à l'appel -
Date de mise en ligne : mercredi 17 juin 2009

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Le CVLML (Collectif Vigilance Laïcité de Maine et Loire) demande la création d'un grand service public d'Éducation, national, unifié, laïque, gratuit et renouvelé.

La politique actuelle, économique et sociale, rend plus nécessaires que jamais l'unification laïque et la rénovation démocratique du système éducatif.

Un grand service public d'éducation, national et renouvelé, unifié et laïque, reste une idée neuve. La "casse" et la privatisation en France comme en Europe des services publics, notamment de l'Éducation Nationale, s'inscrivent dans un projet libéral dans lequel l'École est un immense marché. A cette fin, l'école privée est instrumentalisée pour concurrencer le service public et aboutir à son démantèlement.

Le dualisme scolaire financé par des fonds publics entraîne un gaspillage et s'avère inefficace pour lutter contre l'échec scolaire.

Gratuite et ouverte à tous, l'école de la République a le devoir d'amener tous les élèves et tous les étudiants au plus haut niveau de réussite. Les deniers publics doivent lui être entièrement consacrés. Il va de soi que la liberté d'enseignement subsistera pour ceux qui refuseront l'offre d'unification. Les établissements à caractères propres devront tout simplement assurer leurs propres financements.

La laïcité est garante de la liberté de tous au delà des différences. Elle rassemble et intègre. Elle s'oppose aux dérives communautaristes que peuvent engendrer les écoles privées, confessionnelles ou ethniques.

Le caractère national de l'Éducation et sa rénovation sont indispensables pour éviter les risques d'émiettement de l'offre éducative et l'existence d'une école à deux vitesses où le service public en serait réduit à ne scolariser que les plus démunis.

Seul un grand service public d'Éducation, unifié et laïque, national et renouvelé, garantira l'enseignement de qualité, libre de toute pression politique ou économique, dont notre pays a besoin.

Sa réalisation est possible si la volonté politique s'y investit pleinement.